

Rapport financier 2013 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Vaudreuil-Dorion

Code géographique : 71083

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Marco Pilon, OMA, FCPA, FCGA, atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013.
(Nom de l'organisme)

Date

2014-05-23

Signature



TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Vaudreuil-Dorion et de l'organisme qui est sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2013, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Vaudreuil-Dorion et de l'organisme qui est sous son contrôle au 31 décembre 2013, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Vaudreuil-Dorion inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 19 et 21, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit)

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.



1

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2014-05-23

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	46 603 756	48 055 193	49 149 594			49 149 594
Compensations tenant lieu de taxes	2	982 832	1 008 862	943 852			943 852
Quotes-parts	3					1 699 342	
Transferts	4	3 029 047	3 220 873	3 491 181		1 138 785	4 629 966
Services rendus	5	2 234 543	3 982 286	6 074 140		1 282 815	7 356 955
Imposition de droits	6	4 502 817	3 726 508	3 398 180			3 398 180
Amendes et pénalités	7	388 628	475 250	474 332			474 332
Intérêts	8	632 116	425 000	783 395		18 243	801 638
Autres revenus	9	743 078	9 000	619 016		126 356	745 372
	10	59 116 817	60 902 972	64 933 690		4 265 541	67 499 889
Investissement							
Taxes	11	25 105		104 573			104 573
Quotes-parts	12						
Transferts	13	17 021 920	10 521 369	6 222 929		27 579	6 250 508
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	95 428	2 850 000	12 702			12 702
Autres	15	3 254 532		(535 067)			(535 067)
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17	20 396 985	13 371 369	5 805 137		27 579	5 832 716
	18	79 513 802	74 274 341	70 738 827		4 293 120	73 332 605
Charges							
Administration générale	19	5 992 672	6 854 020	6 799 460	168 078		6 967 538
Sécurité publique	20	5 659 880	7 313 184	6 368 077	213 750		6 581 827
Transport	21	7 440 171	9 978 283	11 160 450	4 965 736	4 312 506	18 739 350
Hygiène du milieu	22	8 793 612	9 699 704	9 524 192	4 161 826		13 686 018
Santé et bien-être	23	657 804	718 575	634 426			634 426
Aménagement, urbanisme et développement	24	2 132 712	2 606 051	2 470 210	24 011		2 494 221
Loisirs et culture	25	8 075 203	11 181 333	10 382 046	1 001 392		11 383 438
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	5 213 191	5 525 823	5 496 135		2 150	5 498 285
Amortissement des immobilisations	28	9 627 850	10 055 849	10 534 793	(10 534 793)		
	29	53 593 095	63 932 822	63 369 789		4 314 656	65 985 103
Excédent (déficit) de l'exercice	30	25 920 707	10 341 519	7 369 038		(21 536)	7 347 502

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	25 920 707		10 341 519		7 369 038	(21 536)	7 347 502
Moins: revenus d'investissement	2	(20 396 985 )	(	13 371 369 )	(	5 805 137)	(27 579)	(5 832 716)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	5 523 722		(3 029 850)		1 563 901	(49 115)	1 514 786
CONCILIATION À DES FINS FISCALES								
<i>Ajouter (déduire)</i>								
Immobilisations								
Amortissement	4	9 627 850		10 055 849		10 534 793	46 849	10 581 642
Produit de cession	5	39 914		3 000		1 050		1 050
(Gain) perte sur cession	6	213 795		(3 000)		(1 050)		(1 050)
Réduction de valeur / Reclassement	7							
	8	9 881 559		10 055 849		10 534 793	46 849	10 581 642
Propriétés destinées à la revente								
Coût des propriétés vendues	9							
Réduction de valeur / Reclassement	10							
	11							
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales								
Remboursement ou produit de cession	12							
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13							
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14							
	15							
Financement								
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	375 603				476 382		476 382
Remboursement de la dette à long terme	17	(7 434 481 )	(	7 841 678 )	(	7 810 256 )	(	7 810 256)
	18	(7 058 878)		(7 841 678)		(7 333 874)		(7 333 874)
Affectations								
Activités d'investissement	19	(1 220 264 )	(	1 457 656 )	(	1 688 932)	(7 153)	(1 696 085)
Excédent (déficit) accumulé								
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	49 200				220 000		220 000
Excédent de fonctionnement affecté	21	2 277 000		1 800 000		1 815 000	24 851	1 839 851
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 009 463)		473 335		(842 182)	(8 975)	(851 157)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(3 951)				(2 353)		(2 353)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24							
	25	92 522		815 679		(498 467)	8 723	(489 744)
	26	2 915 203		3 029 850		2 702 452	55 572	2 758 024
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	8 438 925				4 266 353	6 457	4 272 810

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	Réalizations 2012		Budget 2013	Réalizations 2013		Total consolidé ¹
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1	20 396 985	13 371 369	5 805 137	27 579	5 832 716
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(402 971)	(320 000)	(140 779)	()	(140 779)
Sécurité publique	3	(735 732)	(1 665 000)	(1 274 560)	()	(1 274 560)
Transport	4	(12 849 289)	(25 204 204)	(3 764 660)	(34 732)	(3 799 392)
Hygiène du milieu	5	(4 419 957)	(19 147 918)	(16 840 355)	()	(16 840 355)
Santé et bien-être	6	()	()	()	()	()
Aménagement, urbanisme et développement	7	(52 572)	()	(18 685)	()	(18 685)
Loisirs et culture	8	(20 972 959)	(3 107 156)	(3 501 575)	()	(3 501 575)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()
	10	(39 433 480)	(49 444 278)	(25 540 614)	(34 732)	(25 575 346)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11	()	()	()	()	()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12	()	()	(285 725)	()	(285 725)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	16 432 278	31 016 978	25 471 161		25 471 161
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	1 220 264	1 457 656	1 688 932	7 153	1 696 085
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15	13 000		215 114		215 114
Excédent de fonctionnement affecté	16			1 208 176		1 208 176
Réserves financières et fonds réservés	17	781 512	3 598 275	2 701 809		2 701 809
	18	2 014 776	5 055 931	5 814 031	7 153	5 821 184
	19	(20 986 426)	(13 371 369)	5 458 853	(27 579)	5 431 274
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(589 441)		11 263 990		11 263 990

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Réalizations 2012		Budget 2013		Réalizations 2013		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	25 920 707	10 341 519	7 369 038	(21 536)	7 347 502		
Variation des immobilisations								
Acquisition	2	(39 433 480)	(49 444 278)	(25 540 614)	(34 732)	(25 575 346)		
Produit de cession	3	39 914	3 000	1 050		1 050		
Amortissement	4	9 627 850	10 055 849	10 534 793	46 849	10 581 642		
(Gain) perte sur cession	5	213 795	(3 000)	(1 050)		(1 050)		
Réduction de valeur / Reclassement	6							
	7	(29 551 921)	(39 388 429)	(15 005 821)	12 117	(14 993 704)		
Variation des propriétés destinées à la revente	8							
Variation des stocks de fournitures	9	59 549		(37 516)		(37 516)		
Variation des autres actifs non financiers	10	(119 443)		(244 040)	1 058	(242 982)		
	11	(59 894)		(281 556)	1 058	(280 498)		
	12	(3 691 108)	(29 046 910)	(7 918 339)	(8 361)	(7 926 700)		
Gains (pertes) de réévaluation nets	13							
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(3 691 108)	(29 046 910)	(7 918 339)	(8 361)	(7 926 700)		
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	(137 973 158)		(141 438 266)	1 055 176	(140 383 090)		
Redressement aux exercices antérieurs	16	226 000						
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	(137 747 158)		(141 438 266)	1 055 176	(140 383 090)		
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	(141 438 266)		(149 356 605)	1 046 815	(148 309 790)		

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>2012</u>		<u>2013</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	18 668 496	27 055 327	2 132 310	29 187 637
Placements temporaires	2				
Débiteurs (note 5)	3	30 988 998	28 999 058	1 191 449	29 440 562
Prêts (note 6)	4	226 000	511 725		511 725
Placements à long terme (note 7)	5				
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	1 677 000	1 954 000		1 954 000
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	51 560 494	58 520 110	3 323 759	61 093 924
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11	20 774 041	15 614 173		15 614 173
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	13 673 355	16 410 954	2 276 944	17 937 953
Revenus reportés (note 12)	13	3 310 308	521 235		521 235
Dette à long terme (note 13)	14	155 241 056	175 330 353		175 330 353
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	192 998 760	207 876 715	2 276 944	209 403 714
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(141 438 266)	(149 356 605)	1 046 815	(148 309 790)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	291 322 345	306 328 166	57 574	306 385 740
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 879	10 879		10 879
Stocks de fournitures	20	449 648	487 164		487 164
Autres actifs non financiers (note 17)	21	337 524	581 564	3 536	585 100
	22	292 120 396	307 407 773	61 110	307 468 883
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	8 976 322	3 644 933		3 644 933
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	13 125 781	17 633 954	1 050 351	18 684 305
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	25	(896 671)	(997 019)		(997 019)
Financement des investissements en cours	26	(18 480 364)	(7 444 722)		(7 444 722)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	27	147 957 062	145 214 022	57 574	145 271 596
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	28				
	29	150 682 130	158 051 168	1 107 925	159 159 093

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	Réalizations 2012		Réalizations 2013		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	25 920 707	7 369 038	(21 536)	7 347 502
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	9 627 850	10 534 793	46 849	10 581 642
Autres					
-	3				
- Gain/perte sur disp. d'actifs	4	213 795	(1 050)		(1 050)
	5	35 762 352	17 902 781	25 313	17 928 094
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(16 184 520)	1 989 940	760 108	2 248 130
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 298 042	2 737 599	(240 390)	2 999 127
Revenus reportés	9	1 594 707	(2 789 073)		(2 789 073)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	277 000	(277 000)		(277 000)
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	59 549	(37 516)		(37 516)
Autres actifs non financiers	13	(119 443)	(244 040)	1 058	(242 982)
	14	22 687 687	19 282 691	546 089	19 828 780
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	39 433 480 ) (	25 540 614 ) (	34 732 ) (	25 575 346)
Produit de cession	16	39 914	1 050		1 050
	17	(39 393 566)	(25 539 564)	(34 732)	(25 574 296)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	285 725 ) (	) (	285 725)
Remboursement ou cession	19				
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22		(285 725)		(285 725)
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	24 327 140	28 717 470		28 717 470
Remboursement de la dette à long terme	24 (	7 907 803 ) (	8 582 044 ) (	) (	8 582 044)
Variation nette des emprunts temporaires	25	7 487 041	(5 159 868)		(5 159 868)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(49 013)	(46 129)		(46 129)
Autres					
-	27				
-	28				
	29	23 857 365	14 929 429		14 929 429
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	7 151 486	8 386 831	511 357	8 898 188
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	11 517 010	18 668 496	1 620 953	20 289 449
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	18 668 496	27 055 327	2 132 310	29 187 637

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		<u>Réalisations 2012</u>	<u>Budget 2013</u>	<u>Réalisations 2013</u>	<u>Total consolidé¹</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés		
Rémunération	1	11 019 766	12 888 211	12 504 194	196 982	12 701 176
Charges sociales	2	3 240 762	3 707 372	3 631 346	45 357	3 676 703
Biens et services	3	20 013 035	24 680 938	25 239 658	3 029 584	28 269 242
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	4 961 735	5 376 726	4 996 377		4 996 377
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	138 034	4 430	359 334		359 334
D'autres tiers	7		7 667			
Autres frais de financement	8	113 422	137 000	140 424	2 150	142 574
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	2 424 423	5 353 468	4 429 595		2 730 253
Autres	10					
Autres organismes	11	1 913 299	1 590 096	1 506 366	993 734	2 500 100
Amortissement des immobilisations	12	9 627 850	10 055 849	10 534 793	46 849	10 581 642
Autres						
- Indemnités, dommages/intérêts	13	134 335	131 065	15 632		15 632
- Créances douteuses	14	6 434		(2 722)		(2 722)
- Remb. dépenses électorales	15			14 792		14 792
	16	53 593 095	63 932 822	63 369 789	4 314 656	65 985 103

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Revenus				
Taxes	1	48 055 193	49 254 167	46 628 861
Compensations tenant lieu de taxes	2	1 008 862	943 852	982 832
Quotes-parts	3			
Transferts	4	15 064 353	10 880 474	21 649 977
Services rendus	5	4 784 456	7 356 955	3 385 121
Imposition de droits	6	3 726 508	3 398 180	4 502 817
Amendes et pénalités	7	475 250	474 332	388 628
Intérêts	8	425 000	801 638	647 673
Autres revenus	9	2 859 000	223 007	4 150 652
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	76 398 622	73 332 605	82 336 561
Charges				
Administration générale	12	6 905 906	6 967 538	6 143 776
Sécurité publique	13	7 612 403	6 581 827	5 809 522
Transport	14	19 039 149	18 739 350	15 638 706
Hygiène du milieu	15	13 528 405	13 686 018	12 638 896
Santé et bien-être	16	718 575	634 426	657 804
Aménagement, urbanisme et développement	17	2 618 300	2 494 221	2 153 256
Loisirs et culture	18	12 287 200	11 383 438	8 929 947
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	5 525 823	5 498 285	5 215 290
	21	68 235 761	65 985 103	57 187 197
Excédent (déficit) de l'exercice	22	8 162 861	7 347 502	25 149 364
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		151 811 591	126 436 227
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			226 000
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		151 811 591	126 662 227
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		159 159 093	151 811 591

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Budget 2013	Réalizations	
			2013	2012
Excédent (déficit) de l'exercice	1	8 162 861	7 347 502	25 149 364
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	49 472 382 ) (	25 575 346 ) (	39 473 408)
Produit de cession	3	3 000	1 050	39 991
Amortissement	4	10 081 088	10 581 642	9 668 250
(Gain) perte sur cession	5	(3 000)	(1 050)	214 775
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(39 391 294)	(14 993 704)	(29 550 392)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(37 516)	59 549
Variation des autres actifs non financiers	10		(242 982)	(117 788)
	11		(280 498)	(58 239)
	12	(31 228 433)	(7 926 700)	(4 459 267)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(31 228 433)	(7 926 700)	(4 459 267)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(140 383 090)	(136 149 823)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	16			226 000
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(140 383 090)	(135 923 823)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(148 309 790)	(140 383 090)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	29 187 637	20 289 449
Placements temporaires	2		
Débiteurs (note 5)	3	29 440 562	31 688 692
Prêts (note 6)	4	511 725	226 000
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7	1 954 000	1 677 000
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	61 093 924	53 881 141
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	15 614 173	20 774 041
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	17 937 953	14 938 826
Revenus reportés (note 12)	13	521 235	3 310 308
Dette à long terme (note 13)	14	175 330 353	155 241 056
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	209 403 714	194 264 231
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(148 309 790)	(140 383 090)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	306 385 740	291 392 036
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	10 879	10 879
Stocks de fournitures	20	487 164	449 648
Autres actifs non financiers (note 17)	21	585 100	342 118
	22	307 468 883	292 194 681
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	159 159 093	151 811 591

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 347 502	25 149 364
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	10 581 642	9 668 250
Autres			
-	3		
- Gain/perte sur disp. d'actifs	4	(1 050)	214 775
	5	17 928 094	35 032 389
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	2 248 130	(15 450 786)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	2 999 127	1 686 294
Revenus reportés	9	(2 789 073)	1 594 707
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	(277 000)	277 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(37 516)	59 549
Autres actifs non financiers	13	(242 982)	(117 788)
	14	19 828 780	23 081 365
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(25 575 346)	(39 473 408)
Produit de cession	16	1 050	39 991
	17	(25 574 296)	(39 433 417)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(285 725)	()
Remboursement ou cession	19		
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	(285 725)	
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	28 717 470	24 327 140
Remboursement de la dette à long terme	24	(8 582 044)	(7 907 803)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(5 159 868)	7 487 041
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(46 129)	(49 013)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	14 929 429	23 857 365
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	8 898 188	7 505 313
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	20 289 449	12 784 136
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	32	29 187 637	20 289 449

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

1. Statut de l'organisme municipal

La ville est un organisme municipal organisé et existant en vertu des lois de la province de Québec. Selon le décret 302-94, les Villes de Vaudreuil et de Dorion se sont regroupées afin de se constituer en la Ville de Vaudreuil-Dorion, le 16 mars 1994.

La Ville de Vaudreuil était constituée en vertu du Bill 148, chapitre 93, le 10 juillet 1963. La Ville de Dorion était constituée en vertu de la loi Georges V, chapitre 59, le 16 mars 1916.

La ville est dirigée par un conseil et elle est responsable des activités municipales à caractère local.

La ville fait partie de la Municipalité Régionale de Comté de Vaudreuil-Soulanges, organisme regroupant 23 municipalités, qui est responsable de certaines activités municipales à caractère régional. Les dépenses de la M.R.C. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 25% des sommes à répartir entre les municipalités.

La ville fait partie également de la Communauté métropolitaine de Montréal, organisme regroupant 63 municipalités, qui est responsable de certaines activités à caractère régional. Les dépenses de la C.M.M. après déduction des subventions du gouvernement du Québec, sont réparties entre ses municipalités constituantes selon le potentiel fiscal de chacune. La ville est responsable d'environ 1 % des sommes à répartir entre les municipalités.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S8 et S9, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S11, S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme consolidé présenté à la page S25.

Dans les informations sectorielles et les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la ville englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La ville participe au partenariat suivant : le Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Ile.

Les comptes de la ville et du CIT de la Presqu'Ile compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la ville dans le cas du partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la ville et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Le taux de participation de la ville dans les opérations du Conseil intermunicipal de transport de la Presqu'Ile pour l'exercice est de 49,17 %, faisant varier le taux de participation cumulatif dans la situation financière de 53,12 % en début d'exercice à 53,34 % à la fin de l'exercice.

La ville ne contrôle aucun organisme consistant en une entreprise municipale et ne participe à aucun partenariat de type commercial.

L'expression Administration municipale utilisée réfère à la Ville de Vaudreuil-Dorion excluant l'organisme qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants:

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date du transfert par l'officier de publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions;
- Les revenus des projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La politique de la municipalité consiste à présenter, dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, les placements temporaires dont l'échéance n'excède pas trois mois à partir de la date d'acquisition ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

D) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks se composent de fournitures qui seront consommées dans le cours normal des opérations au cours des prochains exercices financiers. Ces stocks sont comptabilisés au coût établi selon la méthode de l'épuisement successif. Les stocks désuets sont radiés des livres.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration. Les immobilisations en cours de construction ou d'amélioration ne font pas l'objet d'amortissement avant leur mise en service.

Les immobilisations acquises par donation ou pour une valeur symbolique sont

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties, à l'exception des terrains qui ne sont pas amortis, en fonction de leur durée de vie utile estimative selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15, 20 et 40 ans
Bâtiments	15, 30 et 40 ans
Véhicules	5, 10 et 20 ans
Machinerie, outillage et équipement	5, 10 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 et 10 ans

E) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité, sauf, dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont rencontrées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

F) Avantages sociaux futurs**Régimes de retraite à cotisations déterminées**

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la municipalité est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par le CIT de La Presqu'Ile est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités;

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode dite de répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la municipalité en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2013 selon la méthode suivante : valeur lissée de l'actif cinq (5) ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir**

Les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir représentent le montant des charges, à l'exception de l'amortissement, de l'exercice courant et des exercices antérieurs dont la comptabilisation est exigée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de reporter l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

S'il y a lieu, ce montant est présenté au net du montant des charges dont la comptabilisation est reportée en vertu des normes comptables canadiennes pour le secteur public et à l'égard desquelles l'organisme municipal a choisi de devancer l'imposition de la taxation ou d'une quote-part dans les exercices futurs.

Ce montant est créé aux fins suivantes et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000:

- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette): sur la durée restante des dettes correspondantes.

- Avantages sociaux futurs

- pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées: sur la DMERCA des salariés participants touchés.

- Financement à long terme des activités de fonctionnement :

- pour la dette à long terme en question : au fur et à mesure du remboursement en capital de cette dette;

H) Instruments financiers

s.o.

I) Autres élémentsPrêts

Les prêts sont comptabilisés au moindre du coût et de la valeur de recouvrement nette.

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût. Les coûts inhérents aux ventes pour taxes, de la date d'adjudication jusqu'à la fin de la période de retrait, ont été considérés.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la ville bénéficiera des services acquis.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement.

3. Modification de méthodes comptables

Chapitre SP3410, "Paielements de transfert"

La municipalité a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP3410 - "Paielements de transfert". Ce nouveau chapitre établit des critères de constatation des paiements de transfert, soit les subventions reçues des gouvernements par la municipalité. Il prévoit notamment que ces sommes doivent être constatées à titre de revenu dans l'exercice au cours duquel le transfert est autorisé et lorsque les critères d'admissibilité, le cas échéant, sont atteints sauf, et dans la mesure où, les stipulations dont sont assorties les transferts créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Les états financiers des exercices antérieurs y compris les informations présentées aux fins de comparaison ne sont pas retraités. L'adoption de cette norme n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la municipalité.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

	2013	2012
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1 6 060 503	6 279 829
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
L'encaisse affectée comprend les soldes des fonds de roulement, de parcs, terrains de jeux et espaces verts, du fonds de stationnement et l'encaisse affectée du CIT.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4 3 445 696	2 836 450
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6 17 707 676	18 632 145
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7 3 501 722	5 943 775
Organismes municipaux	8 3 002 418	2 685 710
Autres		
- Organismes et individus	9 1 713 358	1 540 291
- Intérêts courus	10 69 692	50 321
	11 29 440 562	31 688 692
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12 13 539 197	11 541 058
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15 13 539 197	11 541 058
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16 144 020	181 213
Note		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
- Maison Félix-Leclerc, FCVD	19 285 725	
- Centre Multidisciplinaire CDJ	20 226 000	226 000
	21 511 725	226 000
Note		
Centre Multidisciplinaire de la Cité des Jeunes :		
226 000 \$ taux de base + 1 %, remboursable au plus tard le 31 décembre 2025		
Société de sauvegarde de la mémoire de Félix-Leclerc à Vaudreuil-Dorion :		
135 725 \$ taux de base.		
Avance dans le cadre du projet de restauration de la maison en attente du versement des subventions et autres sources de financement. Remboursable sur réception des subventions et autres aides financières ou au plus tard le 12 septembre 2018.		

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

2013**2012**

Festival de Cirque de Vaudreuil-Dorion

150 000 \$ sans intérêt.

Avance sur l'entente avec le Festival de cirque pour permettre l'acquisition d'un chapiteau. Remboursable sur cinq ans à même les sommes dues annuellement en vertu de l'entente; garantie par une hypothèque mobilière.

7. Placements à long terme

Placements à titre d'investissement	22
Autres placements	23
	24

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	2 282 000	1 990 000
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(328 000)	(313 000)
	27	<u>1 954 000</u>	<u>1 677 000</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	1 521 000	1 425 000
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	37 000	37 000
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31	7 148	6 970
Régimes de retraite des élus municipaux	32	59 158	58 010
	33	<u>1 624 306</u>	<u>1 526 980</u>
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 16)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Emprunts temporaires			
La ville a négocié auprès de son institution financière plusieurs marges de crédit autorisées à 119 510 000 \$. Ces dernières portent intérêt au taux préférentiel moins 0,5%. Au 31 décembre 2013 les montants utilisés totalisaient 15 614 173 \$. Ces sommes ont été empruntées en attendant le financement permanent de travaux municipaux et d'acquisitions d'immobilisations autorisés par règlements.			
De plus, la ville a négocié une marge de crédit pour ses opérations courantes au montant de 4 000 000\$ au taux préférentiel moins 0,5%. Au 31 décembre 2013 cette marge de crédit n'était pas utilisée.			
11. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	9 773 131	7 006 916
Salaires et avantages sociaux	38	1 743 366	1 675 776
Dépôts et retenues de garantie	39	4 525 007	4 417 350
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus sur DLT	42	1 113 962	1 151 968
- Gouv. du Québec (CITPI)	43	623 801	649 356
- Organismes municipaux (CITPI)	44	158 686	37 460
-	45		
-	46		
	47	<u>17 937 953</u>	<u>14 938 826</u>
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
12. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	347 608	3 157 466
Autres			
- Loyers et autres revenus rep.	50	151 942	120 379
- Excédent actuariel CARRA	51	21 685	32 463
	52	521 235	3 310 308

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

						2013	2012
13. Dette à long terme							
		<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
		<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,00	4,35	2025	2053	53	176 141 000	155 803 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Gains (pertes) de change reportés					55		
					56		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					57	25 927	50 723
Organismes municipaux					58		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					59		
Autres					60		177 778
					61	176 166 927	156 031 501
Frais reportés liés à la dette à long terme					62	(836 574)	(790 445)
					63	175 330 353	155 241 056

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>					<u>Total 2013</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>				
2014	64	72	9 110 000	80	89	16 340	97	9 126 340
2015	65	73	9 228 000	81	90	1 826	98	9 229 826
2016	66	74	9 353 000	82	91		99	9 353 000
2017	67	75	9 214 000	83	92		100	9 214 000
2018	68	76	9 449 000	84	93		101	9 449 000
2019 et +	69	77	129 787 000	85	94	7 761	102	129 794 761
	70	78	176 141 000	86	95	25 927	103	176 166 927
Intérêts et frais accessoires				87			104	
	71	79	176 141 000	88	96	25 927	105	176 166 927

Note

		2013	2012
14. Actifs financiers nets (dette nette)			
Revenant à (à la charge de)			
Municipalité	106	(148 309 790)	(140 383 090)
Tiers			
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	107		
Autres	108		
	109	(148 309 790)	(140 383 090)

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

15. Immobilisations		<u>Solde au début</u>	<u>Addition</u>	<u>Cession / Ajustement</u>	<u>Solde à la fin</u>			
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	110	51 755 261	138	4 078 935	165	386 882	192	55 447 314
Eaux usées	111	96 952 108	139	8 992 213	166	378 907	193	105 565 414
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	112	89 218 723	140	19 190 979	167	77 247	194	108 332 455
Autres	113	34 513 045	141	4 295 630	168		195	38 808 675
Réseau d'électricité	114		142		169		196	
Bâtiments	115	9 013 579	143	673 045	170		197	9 686 624
Améliorations locatives	116	316 495	144	27 466	171		198	343 961
Véhicules	117	4 518 501	145	1 007 906	172	79 287	199	5 447 120
Ameublement et équipement de bureau	118	1 400 101	146	374 421	173		200	1 774 522
Machinerie, outillage et équipement divers	119	3 977 498	147	292 913	174		201	4 270 411
Terrains	120	15 078 139	148	3 548 936	175		202	18 627 075
Autres	121		149		176		203	
	122	<u>306 743 450</u>	150	<u>42 482 444</u>	177	<u>922 323</u>	204	<u>348 303 571</u>
Immobilisations en cours	123	<u>96 558 521</u>	151	<u>(16 907 098)</u>	178		205	<u>79 651 423</u>
	124	<u>403 301 971</u>	152	<u>25 575 346</u>	179	<u>922 323</u>	206	<u>427 954 994</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	125	17 658 133	153	1 387 405	180	386 882	207	18 658 656
Eaux usées	126	30 303 932	154	2 639 743	181	378 907	208	32 564 768
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	127	39 693 684	155	3 777 307	182	77 247	209	43 393 744
Autres	128	14 188 457	156	1 713 484	183		210	15 901 941
Réseau d'électricité	129		157		184		211	
Bâtiments	130	3 959 376	158	232 223	185		212	4 191 599
Améliorations locatives	131	105 498	159	114 654	186		213	220 152
Véhicules	132	2 869 908	160	299 709	187	79 287	214	3 090 330
Ameublement et équipement de bureau	133	1 089 459	161	108 070	188		215	1 197 529
Machinerie, outillage et équipement divers	134	2 041 488	162	309 047	189		216	2 350 535
Autres	135		163		190		217	
	136	<u>111 909 935</u>	164	<u>10 581 642</u>	191	<u>922 323</u>	218	<u>121 569 254</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	137	<u>291 392 036</u>					219	<u>306 385 740</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	220		223		225		227	
Amortissement cumulé	221	(_____)	224	(_____)	226	(_____)	228	(_____)
Valeur comptable nette	222	<u>_____</u>					229	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		2013	2012
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	230		
Immeubles industriels municipaux	231		
Autres	232	10 879	10 879
	233	10 879	10 879
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)			
	234		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	235	10 879	10 879

Note

17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	236	400 240	22 249
Frais reportés			
- Rôle triennal	237	184 860	277 291
- Q-P Éco-centre + autres CITPI	238		42 578
	239	585 100	342 118

Note**18. Obligations contractuelles**

Principaux contrats (avant taxes):

	2014	2015	2016	2017	2018
Loyer Hôtel-de-ville	359 591	368 581	125 932	-	-
Déchets domestiques	1 379 815	1 414 396	1 456 833	-	-
Déneigement secteur urbain	1 041 921	905 606	-	-	-
Services d'évaluation foncière	537 711	551 154	564 933	579 056	
Festival de cirque	180 000	180 000	-	-	-
Club de Hockey Les Mustangs de Vaudreuil-Dorion	10 000	10 000	10 000	5 000	-
Gestion des systèmes d'alarme	3 300	3 366	3 433	-	-
Location de terrain	17 000	19 500	22 000	24 500	25 000
Entretien de logiciel	2 800	2 870	2 942	3 015	-

Logement social

Dans le cadre du programme Accès Logis de la Société d'habitation du Québec pour la Coopérative de solidarité La Seigneurie, la Ville de Vaudreuil-Dorion s'est engagée à soutenir la phase II du projet en accordant une aide financière de 125 000\$, laquelle somme est versée en tranches égales sur une période de cinq ans à compter de 2010.

2014: 25 000 \$

Actifs à vie

Afin de favoriser la plus large participation possible des jeunes adolescents à la pratique d'activités physiques, la ville s'est engagée à défrayer une partie des frais

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

d'inscription des jeunes résidents au programme "Actif à vie" de la Commission scolaire des Trois-Lacs pour une période de cinq ans à compter de 2010.

2014: 35 000 \$

Subventions

La ville s'est engagée à verser 5 000 \$ par année pour une période de 5 ans à compter de 2011 à la Fondation du Collège de Valleyfield afin de contribuer à sa campagne de financement majeure.

2014 : 5 000 \$

2015 : 5 000 \$

La ville s'est engagée à verser 16 400 \$ par année pour une période de cinq ans à la Fondation de l'Hôpital du Suroît dans le cadre de sa campagne majeure de financement 2012-2016.

2014: 16 400 \$

2015: 16 400 \$

2016: 16 400 \$

La ville s'est engagée auprès de la Commission scolaire des Trois-Lacs à participer à un projet de construction d'un terrain de soccer synthétique en y investissant 50% des coûts. Un protocole d'entente sur l'utilisation du terrain a aussi été signé pour une période de 10 ans. La ville s'est aussi engagée pour l'entretien dudit terrain pour la même période pour un montant ne dépassant pas 70 000\$.

La ville s'est engagée à confier la gestion du Centre Multisports à la corporation à but non lucratif nommée Centre multidisciplinaire de la Cité des Jeunes dans un délai de trente (30) jours de la fin des travaux de construction de celui-ci, et ce, pour une période de dix (10) ans. Ce protocole d'entente est renouvelable pour deux (2) périodes de dix (10) ans supplémentaires à certaines conditions. Les honoraires de gestion sont établis également selon les modalités de calcul prévues dans le protocole d'entente signé entre les parties. La gestion du Centre a été confiée à l'organisme le 1er octobre 2012 et les honoraires de gestion prévus pour les cinq prochains exercices sont:

2014: 1 458 338 \$

2015: 1 494 796 \$

2016: 1 532 166 \$

2017: 1 570 471 \$

2018: 1 609 732 \$

La ville s'est engagée à verser une aide financière de 350 000 \$ dans le cadre du projet de restauration de la Maison Félix-Leclerc. Cette aide financière est conditionnelle à la réalisation du projet.

2014: 200 000 \$

2015: 100 000 \$

2016: 50 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 5 000 \$ au Club de Gymnastique Gymini à titre de partenaire performance pour les années 2012 à 2016.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

2014: 5 000 \$
2015: 5 000 \$
2016: 5 000 \$

La ville s'est engagée à verser un montant annuel de 25 000 \$ à la Fondation de la Maison de soins palliatifs de Vaudreuil-Soulanges pour les années 2014 à 2016.

2014: 25 000 \$
2015: 25 000 \$
2016: 25 000 \$

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Le 2 mai 2006, la ville a obtenu l'approbation de la ministre des Affaires municipales et des Régions pour se rendre caution d'une obligation de 300 000 \$, pour le compte de la Société de Sauvegarde de la mémoire de Félix Leclerc à Vaudreuil-Dorion dans le cadre de l'acquisition d'un site du patrimoine de la maison Félix-Leclerc. Cet immeuble porte le numéro 1 831 576 du cadastre du Québec et est situé au 186, chemin de l'Anse.

En août 2011, la ville a cautionné une marge de crédit pour un montant n'excédant pas 2 000 000 \$, pour le compte du Centre multidisciplinaire de la Cité-des-Jeunes.

b) Auto-assurance

s.o.

c) Poursuites

Des contribuables ont signifié des réclamations en dommages-intérêts pour un montant d'environ 801 359 \$ dont un montant de 58 847 \$ a été provisionné aux livres afin de pourvoir aux réclamations non couvertes par l'assureur de la ville. Advenant un dénouement défavorable de l'une de ces causes, le montant à payer par la ville serait comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

s.o.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

20. Redressement aux exercices antérieurs

Au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2013, la ville a modifié la présentation de la contrepartie des dettes contractées pour le financement à long terme des activités de fonctionnement. En effet, cette contrepartie, auparavant présentée en diminution dans l'investissement net dans les immobilisations et autres actifs, est maintenant présentée dans les dépenses constatées à taxer ou à pourvoir. Les états financiers des exercices antérieurs, présentés aux fins de comparaison, ont été redressés mais ce redressement de 888 281 \$ (811 155 \$ en 2012) n'a eu aucun impact sur le total de l'excédent accumulé.

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et du budget adopté par l'organisme contrôlé, incluant la part qui lui revient dans le budget du partenariat auquel la ville participe, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

À des fins de comparaison avec les réalisations de l'année courante, certaines données du budget 2013 ont été reclassées.

22. Instruments financiers

S/O

23. Chiffres comparatifs

A des fins de comparaison, certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés pour se conformer à la présentation adoptée en 2013.

24. Engagements contractuels du CIT de la Presqu'île

Transport en commun

En juin 2011, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun de minibus à raison d'un minimum de 1 500 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 60.50 \$. Ce taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 2 952 999 \$, incluant la clause carburant, en 2013.

En mai 2010, l'organisme a signé un engagement échéant le 31 décembre 2010 avec trois options de renouvellement d'un an avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autocar à raison d'un minimum de 5 heures par jour par véhicule, au taux horaire de 130.50 \$. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 1 059 314\$, incluant la clause carburant, en 2013.

En décembre 2012, l'organisme a signé un engagement échéant le 16 juin 2019 avec option de renouvellement de cinq ans avec un transporteur pour la fourniture d'un service de transport en commun d'autobus urbains à raison d'un minimum de 2 000 heures par an par véhicule (basé sur la moyenne de l'ensemble des véhicules), au taux horaire de 99.00 \$. Ce

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Engagements contractuels du CIT de la Presqu'île

Le taux est indexé en fonction de l'augmentation moyenne de l'indice des prix à la consommation pour la région de Montréal, avec une augmentation minimum de 1,25% par année. Le contrat inclut une clause sur le carburant pour refléter la variation du coût du diesel. Le CIT de la Presqu'île a encouru une dépense de 576 364\$, excluant la clause carburant, en 2013.

Bail

Le CIT s'est engagé conjointement avec un autre organisme, en vertu d'un bail d'une durée de 60 mois se terminant le 31 décembre 2016, avec une option de renouvellement de 3 ans, à verser un montant approximatif de 36 731\$ par année, représentant sa quote-part de cet engagement, pour la location de ses espaces commerciaux.

Ce montant sera indexé annuellement selon le moins élevé de 3% ou de l'augmentation, exprimée en pourcentage, de l'indice des prix à la consommation pour la région métropolitaine de Montréal.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 3 644 933	8 976 322
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 18 684 305	14 185 551
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	3 (997 019 ) (	( 896 671)
Financement des investissements en cours	4 (7 444 722)	(18 480 364)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	5 145 271 596	148 026 753
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	6	
	7 159 159 093	151 811 591

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Exercice financier suivant	8 1 120 628	1 800 000
-	9	
- Prog. rénov.bâtiments anciens	10 50 000	50 000
- Immeubles municipaux	11 9 541 824	4 000 000
- Actif/avantage sociaux futurs	12 1 954 000	1 677 000
-	13	
-	14	
-	15	
-	16	
	17 12 666 452	7 527 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
- Affecté-CITPI	18	18 394
-	19	
-	20	
	21	18 394
Réserves financières		
- Réserves financières CITPI	22 1 050 351	1 041 376
-	23	
-	24	
-	25	
-	26	
	27 1 050 351	1 041 376
Fonds réservés		
Fonds de roulement	28 1 818 925	1 021 641
Fonds parcs et terrains de jeux	29 1 435 478	3 127 374
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	30	
Société québécoise d'assainissement des eaux	31 6 195	9 437
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	32 630 942	428 837
Financement des activités de fonctionnement	33 834 176	787 248
Autres		
- Fonds de stationnement	34 241 786	224 244
-	35	
-	36	
-	37	
	38 4 967 502	5 598 781
	39 18 684 305	14 185 551

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	41 (6 037) ()	(8 390)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 () ()	()
Régimes non capitalisés	43 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 () ()	()
Autres	45 () ()	()
Régimes non capitalisés	46 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Autres	47 () ()	()
-	48 () ()	()
-	49 () ()	()
	50 (6 037) ()	(8 390)
Financement à long terme des activités de fonctionnement	51 (990 982) ()	(888 281)
	52 (997 019) ()	(896 671)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	53 2 799 162	205 055
Investissements à financer	54 (10 243 884) ()	(18 685 419)
	55 (7 444 722)	(18 480 364)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	56 306 385 740	291 392 036
Propriétés destinées à la revente	57 10 879	10 879
Prêts	58 511 725	226 000
Placements à titre d'investissement	59	
Participations dans des entreprises municipales	60	
	61 306 908 344	291 628 915
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	62 175 330 353	155 241 056
Frais reportés liés à la dette à long terme	63 836 574	790 445
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	64 (13 539 197) ()	(11 541 058)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	65 (990 982) ()	(888 281)
	66 161 636 748	143 602 162
Dette en cours de refinancement et autres éléments	67	
	68 161 636 748	143 602 162
	69 145 271 596	148 026 753

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville de Vaudreuil-Dorion parraine un régime de retraite à prestations déterminées. Le régime de retraite à prestations déterminées offert à l'ensemble des salariés est contributif. Ce régime prévoit des prestations basées sur le salaire final. Ce salaire final est calculé comme étant égal à la moyenne des six années les mieux rémunérées du participant. La dernière évaluation actuarielle a été produite au 31 décembre 2012.

En bref, le Régime est à prestations déterminées et les cotisations salariales des participants s'élèvent à 5.0 % du salaire. Un ajustement à la cotisation salariale est prévu pour les années 2013 à 2027. Cet ajustement est de 1% en 2013, 2% en 2014 et 3 % de 2015 à 2027. Les cotisations annuelles de la Ville ne peuvent être inférieures à un montant égal aux cotisations totales des participants. La rente de retraite est constituée d'une rente viagère pour le service passé ainsi que pour le service courant. Cette rente viagère est égale à 2 % du salaire final pour chaque année de participation.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 1 990 000	2 252 000
Charge de l'exercice	5 (1 521 000)	(1 425 000)
Cotisations versées par l'employeur	6 1 813 000	1 163 000
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>2 282 000</u>	<u>1 990 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 18 855 000	15 567 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (<u>23 687 000</u>)	(<u>17 760 000</u>)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (<u>4 832 000</u>)	(<u>2 193 000</u>)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 <u>7 114 000</u>	<u>4 183 000</u>
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 2 282 000	1 990 000
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>2 282 000</u>	<u>1 990 000</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 18 855 000	15 567 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (<u>23 687 000</u>)	(<u>17 760 000</u>)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (<u>4 832 000</u>)	(<u>2 193 000</u>)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 1 633 000	1 440 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20	
	21 <u>1 633 000</u>	<u>1 440 000</u>
Cotisations salariales des employés	22 (564 000)	(416 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
	24 <u>1 069 000</u>	<u>1 024 000</u>
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 343 000	304 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28	
Variation de la provision pour moins-value	29	
Autres	30	
-	31	
-	32	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>1 412 000</u>	<u>1 328 000</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 1 100 000	981 000
Rendement espéré des actifs	34 (991 000)	(884 000)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 <u>109 000</u>	<u>97 000</u>
Charge de l'exercice	36 <u>1 521 000</u>	<u>1 425 000</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	2013	2012
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37 1 396 000	334 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38 (991 000)	(884 000)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39 405 000	(550 000)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40 (3 679 000)	
Prestations versées au cours de l'exercice	41 (485 000)	(578 000)
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42 20 398 000	15 307 000
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44 16	14
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45 5,25 %	6,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46 6,00 %	6,00 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47 3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48 2,50 %	2,50 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49 %	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50 %	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	1 56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

La Ville offre actuellement à ses retraités et futurs retraités des avantages complémentaires de retraite (Régime d'assurance collective) de type prestations déterminées. Le Régime comprend de l'assurance vie des retraités et des personnes à charge pour les retraités actuels et futurs, ainsi que des prestations de soins de santé pour les retraités et les personnes à charge de quatre retraités actuels (qui ont pris leur retraite avant le 1er juillet 1998). La Ville paie 100 % des primes pour tous les retraités. La date de la plus récente évaluation actuarielle est le 31 décembre 2013.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (313 000)	(298 000)
Charge de l'exercice	58 (37 000)	(37 000)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 22 000	22 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>328 000</u>)	(<u>313 000</u>)
 Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (383 000)	(427 000)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 55 000	114 000
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>328 000</u>)	(<u>313 000</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 12 000	12 000
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66 12 000	12 000
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 () ()	
	68 12 000	12 000
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 11 000	11 000
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75 23 000	23 000
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76 14 000	14 000
Charge de l'exercice	77 37 000	37 000

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 48 000	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 14	14

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80 3,25 %	3,25 %	3,25 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81 %	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82 %	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83 8,10 %	8,40 %	8,40 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84 6,00 %	6,00 %	6,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85 2020	2020	2020
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 1

Description des régimes et autres renseignements

Le Conseil Inter municipal de Transport de la Presqu'Ile offre à ses employés un plan de retraite sous la forme d'un versement à un REER individuel à un taux maximum de 6 % du salaire brut de l'employé. La dépense est représentée par la cotisation versée.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>7 148</u>	<u>6 970</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>9</u>	<u>8</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2013</u>	<u>2012</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>14 356</u>	<u>14 058</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	48 380	47 376
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>10 778</u>	<u>10 634</u>
98	<u>59 158</u>	<u>58 010</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2013

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	176 166 927
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	10 243 884
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	637 138
Débiteurs	8	13 539 197
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	2 799 162
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	169 435 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	
Endettement net à long terme	16	169 435 314
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	825 454
Communauté métropolitaine	18	333 327
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	170 594 095
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	170 594 095
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
TAXES	2013	2013	2013	2012
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	35 895 417	36 995 082	34 625 713
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			
Activités de fonctionnement	3			
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5	1 363 665	1 344 200	1 562 297
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	37 259 082	38 339 282	36 188 010
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10	4 514 528	4 690 109	4 464 546
Égout	11			
Traitement des eaux usées	12			
Matières résiduelles	13			
Autres				
-Tarif installations U.V.	14	8 200	15 120	5 880
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17	135 000	135 952	132 931
Service de la dette	18	6 138 383	5 969 131	5 812 389
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20		104 573	25 105
	21	10 796 111	10 914 885	10 440 851
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	10 796 111	10 914 885	10 440 851
	26	48 055 193	49 254 167	46 628 861

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	138 576	130 437	143 098
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	1 930		735
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30			
	31	140 506	130 437	143 833
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	77 685	79 532	78 815
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	749 936	688 208	716 532
	35	827 621	767 740	795 347
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	968 127	898 177	939 180
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	21 777	22 601	20 712
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	295	295	295
Taxes d'affaires	43			
	44	22 072	22 896	21 007
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49	18 663	22 779	22 645
	50	18 663	22 779	22 645
	51	1 008 862	943 852	982 832

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52			
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57			
Enlèvement de la neige	58			
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60		1 138 785	1 597 511
Transport adapté	61	480 000	514 210	469 719
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67	11 793	9 451	142 706
Réseau de distribution de l'eau potable	68		11 543	15 469
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71	184 000	233 675	264 010
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72			
Tri et conditionnement	73			
Autres	74			
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			9 791
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	248 861	323 853	279 207
Activités culturelles				
Bibliothèques	87	102 189	102 418	107 665
Autres	88	1 330	1 423	11 213
Réseau d'électricité	89			
	90	1 028 173	1 196 573	2 335 358
				2 897 291

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	1 550 000		87 500
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99		27 579	1 499
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106	2 125 000		36 174
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108	6 846 369	6 050 427	276 160
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113			
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125		172 502	16 622 086
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	10 521 369	6 222 929	17 023 419

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	<u>Administration municipale</u>		<u>Données consolidées</u>	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	135	2 192 700	2 294 608	2 294 608
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138	2 192 700	2 294 608	2 294 608
TOTAL DES TRANSFERTS	139	13 742 242	9 714 110	10 880 474

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	148 593	172 688	172 688
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	148 593	172 688	172 688
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	229 000	182 010	224 546
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157		49 622	49 622
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	229 000	231 632	224 546
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	7 100	5 464	7 560
Activités culturelles				
Bibliothèques	177	6 930	6 740	6 755
Autres	178			
	179	14 030	12 204	14 315
Réseau d'électricité	180			
	181	391 623	416 524	363 599

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2013	2013	2013	2012
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	171 614	202 701	217 310
Sécurité publique	183	13 100	26 035	16 036
Transport				
Réseau routier	184	65 871	2 031 179	49 676
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185		1 282 815	807 974
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			344 604
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	5 902	40 809	29 517
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192	149 200	204 041	193 401
Loisirs et culture	193	3 184 976	3 152 851	1 363 004
Réseau d'électricité	194			
	195	3 590 663	5 657 616	3 021 522
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	3 982 286	6 074 140	3 385 121
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	294 450	223 154	439 839
Droits de mutation immobilière	198	3 430 000	3 174 237	4 060 872
Droits sur les carrières et sablières	199			
Autres	200	2 058	789	2 106
	201	3 726 508	3 398 180	4 502 817
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	475 250	474 332	388 628
INTÉRÊTS	203	425 000	783 395	647 673
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204	3 000	1 050	(214 775)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207	2 850 000	12 702	95 428
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209		59 165	85 683
Autres	210	6 000	23 734	4 184 316
	211	2 859 000	96 651	4 150 652

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013		Réalizations	Réalizations	
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2013	2012
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	722 545	711 207	14 669	725 876	725 876	668 729
Application de la loi	2	298 150	345 332		345 332	345 332	249 497
Gestion financière et administrative	3	2 097 161	2 083 037	129 677	2 212 714	2 212 714	1 976 601
Greffe	4	723 494	671 749		671 749	671 749	459 757
Évaluation	5	355 100	499 964		499 964	499 964	315 009
Gestion du personnel	6	705 589	693 370	9 155	702 525	702 525	710 769
Autres	7	1 951 981	1 794 801	14 577	1 809 378	1 809 378	1 763 414
	8	6 854 020	6 799 460	168 078	6 967 538	6 967 538	6 143 776
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	4 745 011	4 079 906		4 079 906	4 079 906	3 517 846
Sécurité incendie	10	2 325 946	2 094 049	208 185	2 302 234	2 302 234	2 104 877
Sécurité civile	11	84 495	43 427	5 565	48 992	48 992	45 060
Autres	12	157 732	150 695		150 695	150 695	141 739
	13	7 313 184	6 368 077	213 750	6 581 827	6 581 827	5 809 522
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	4 148 884	5 621 286	4 002 144	9 623 430	9 623 430	7 203 386
Enlèvement de la neige	15	1 948 409	2 280 327	17 606	2 297 933	2 297 933	2 314 341
Éclairage des rues	16	412 501	353 244	760 478	1 113 722	1 113 722	1 100 437
Circulation et stationnement	17	289 438	273 703	184 197	457 900	457 900	464 322
Transport collectif							
Transport en commun	18	3 179 051	2 631 890	1 311	2 633 201	5 246 365	4 556 220
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	9 978 283	11 160 450	4 965 736	16 126 186	18 739 350	15 638 706

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 392 040	2 763 954	557 521	3 321 475	2 957 451
Réseau de distribution de l'eau potable	24	937 636	800 396	879 324	1 679 720	1 612 717
Traitement des eaux usées	25	1 140 020	1 099 875	563 854	1 663 729	1 563 201
Réseaux d'égout	26	642 912	605 440	2 137 528	2 742 968	2 446 870
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	1 532 427	1 483 613	5 522	1 489 135	1 403 842
Élimination	28	1 064 088	983 060		983 060	935 175
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	783 460	782 935		782 935	633 737
Tri et conditionnement	30	13 180	1 841		1 841	4 087
Matières organiques						
Collecte et transport	31	176 668	148 680		148 680	48 547
Traitement	32	9 700	10 328		10 328	5 020
Matériaux secs	33	29 885	70 165		70 165	272 691
Autres	34					
Plan de gestion	35	113 882	113 882		113 882	102 251
Autres	36					
Cours d'eau	37	258 508	93 384		93 384	133 764
Protection de l'environnement	38	605 298	566 639	18 077	584 716	519 543
Autres	39					
	40	9 699 704	9 524 192	4 161 826	13 686 018	12 638 896
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	406 922	369 919		369 919	389 928
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	311 653	264 507		264 507	267 876
	44	718 575	634 426		634 426	657 804
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	2 197 193	2 079 694	24 011	2 103 705	1 794 159
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	402 159	388 998		388 998	356 867
Tourisme	49	6 699	1 518		1 518	2 230
Autres	50					
Autres	51					
	52	2 606 051	2 470 210	24 011	2 494 221	2 153 256

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2013	Réalizations 2013			Réalizations 2013	Réalizations 2012
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Non audité							
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	2 894 782	2 714 996	53 868	2 768 864	2 768 864	1 230 240
Patinoires intérieures et extérieures	54	1 361 344	1 678 427	58 471	1 736 898	1 736 898	1 536 145
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 135 047	533 428	37 312	570 740	570 740	602 522
Parcs et terrains de jeux	56	2 431 863	2 255 832	770 593	3 026 425	3 026 425	2 439 611
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	740 267	755 930		755 930	755 930	701 030
	60	8 563 303	7 938 613	920 244	8 858 857	8 858 857	6 509 548
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	621 689	563 117	16 523	579 640	579 640	487 820
Bibliothèques	62	1 539 277	1 440 012	64 625	1 504 637	1 504 637	1 424 356
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	454 264	438 120		438 120	438 120	505 930
Autres ressources du patrimoine	64	2 800	2 184		2 184	2 184	2 293
Autres	65						
	66	2 618 030	2 443 433	81 148	2 524 581	2 524 581	2 420 399
	67	11 181 333	10 382 046	1 001 392	11 383 438	11 383 438	8 929 947
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
	68						
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	5 088 823	5 062 304		5 062 304	5 062 304	4 836 768
Autres frais	70	300 000	293 407		293 407	293 407	263 001
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71	133 000	123 000		123 000	123 000	111 000
Autres	72	4 000	17 424		17 424	19 574	4 521
	73	5 525 823	5 496 135		5 496 135	5 498 285	5 215 290
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
	74	10 055 849	10 534 793	(10 534 793)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'immobilisations consolidées en remplacement d'infrastructures existantes et pour nouveau développement	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2015	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la Ville de Vaudreuil-Dorion (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2013 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Goudreau Poirier inc. ¹

Goudreau Poirier inc.
Vaudreuil-Dorion

1 CPA auditrice, CA, permis de comptabilité publique no A 107797

DATE 2014-05-23

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		49 254 167
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2		<hr/>
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<hr/>	10 <hr/>
Revenus de taxes	11		<hr/> 49 254 167

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	49 254 167
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>49 254 167</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7	8 507 136		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	135 952		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u> </u>	10	<u>8 643 088</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>40 611 079</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2013 ²	1	<u>4 427 481 500</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2013 ²	2	<u>4 520 727 700</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>4 474 104 600</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>40 611 079</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>4 474 104 600</u>
Taux global de taxation réel de 2013	6	[] [] , [9 | 0 | 7 | 7] / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2013 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2013 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	849 235	849 235	1 171 302
Usines de traitement de l'eau potable	2	9 100 000	6 766 205	4 056 971
Usines et bassins d'épuration	3	11 943 918	7 391 927	276 160
Conduites d'égout	4		1 751 266	2 727 257
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	15 896 329	3 039 182	7 087 146
Ponts, tunnels et viaducs	7	3 253 000		
Systèmes d'éclairage des rues	8	2 000 000	(36 849)	1 014 382
Aires de stationnement	9		20 140	594 138
Parcs et terrains de jeux	10	3 795 000	2 336 756	500 440
Autres infrastructures	11		199 555	231 281
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		155 192	791 843
Édifices communautaires et récréatifs	14	435 000	518 396	19 576 422
Améliorations locatives	15	20 000	27 466	316 495
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17	1 983 000	1 007 906	124 672
Ameublement et équipement de bureau	18	439 256	373 511	301 599
Machinerie, outillage et équipement divers	19	577 275	259 091	291 458
Terrains	20		881 635	411 842
Autres	21	1 500		
	22	49 444 278	25 540 614	39 473 408

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES EN REMPLACEMENT
D'INFRASTRUCTURES EXISTANTES ET POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Remplacement d'infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		414 364	414 364
Usines de traitement de l'eau potable	24		6 766 205	4 056 971
Usines et bassins d'épuration	25		7 391 927	276 160
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		2 617 330	5 101 342
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	28		434 871	1 171 302
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31		1 751 266	2 727 257
Autres infrastructures	32		2 941 454	4 326 045
Autres immobilisations	33		3 223 197	21 814 331
	34		25 540 614	39 473 408

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	155 803 000	28 717 470	8 379 470	176 141 000
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	50 723		24 796	25 927
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5				
Autres	6	177 778		177 778	
	7	156 031 501	28 717 470	8 582 044	176 166 927
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10	438 274	313 763	114 899	637 138
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	83 604 899	19 189 185	4 846 623	97 947 461
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	60 447 270	6 444 595	2 848 734	64 043 131
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	144 490 443	25 947 543	7 810 256	162 627 730
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16	11 541 058	2 769 927	771 788	13 539 197
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19	11 541 058	2 769 927	771 788	13 539 197
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette					
	20				
	21	11 541 058	2 769 927	771 788	13 539 197
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec					
Prêts	23				
Autres	24				
	25	11 541 058	2 769 927	771 788	13 539 197
	26	156 031 501	28 717 470	8 582 044	176 166 927
Dettes en cours de refinancement					
	27	()		()	
	28	156 031 501	28 717 470	8 582 044	176 166 927

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
		Budget 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2013	Réalisations 2012
Administration générale					
Application de la loi	1	500	500	500	100
Évaluation	2				
Autres	3	470 601	466 279	466 279	442 490
Sécurité publique					
Police	4	88 593	88 594	88 594	66 118
Sécurité incendie	5	28 053	28 054	28 054	23 562
Sécurité civile	6				
Autres	7				
Transport					
Réseau routier	8				
Transport collectif	9	2 540 440	1 699 411	69	
Autres	10				
Hygiène du milieu					
Eau et égout	11				
Matières résiduelles	12	756 947	839 576	839 576	739 141
Cours d'eau	13	218 508	82 818	82 818	3 718
Protection de l'environnement	14	1 301			
Autres	15				
Santé et bien-être					
Logement social	16	356 922	344 919	344 919	339 928
Autres	17				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	18	312 630	312 630	312 630	257 082
Rénovation urbaine	19				
Promotion et développement économique	20	383 559	381 726	381 726	343 964
Autres	21				
Loisirs et culture					
Activités récréatives	22				1 169
Activités culturelles	23	195 414	185 088	185 088	199 235
Réseau d'électricité					
	24				
	25	5 353 468	4 429 595	2 730 253	2 416 507

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	41,17	37,50	3 621 424	1 054 238	4 675 662
Professionnels	2					
Cols blancs	3	88,02	36,25	4 224 087	1 229 681	5 453 768
Cols bleus	4	63,15	40,00	3 593 674	1 046 399	4 640 073
Policiers	5					
Pompiers	6	9,00	40,00	703 797	221 228	925 025
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	201,34		12 142 982	3 551 546	15 694 528
Élus	9	9,00		375 037	84 062	459 099
	10	210,34		12 518 019	3 635 608	16 153 627

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	Total
		Fonctionnement	Investissement		
Transport en commun	11	514 210			514 210
Eau et égout					
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12	9 451			9 451
Réseau de distribution de l'eau potable	13	11 543			11 543
Traitement des eaux usées	14		1 930 013	4 120 414	6 050 427
Réseaux d'égout	15				
Autres	16	2 954 554	86 251	87 674	3 128 479
	17	3 489 758	2 016 264	4 208 088	9 714 110

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	345 332	27		53	345 332	79		105	345 332	131
Évaluation	2	499 964	28		54	499 964	80	23 670	106	476 294	132
Autres	3	5 954 164	29	168 078	55	6 122 242	81	179 031	107	5 943 211	133
	4	6 799 460	30	168 078	56	6 967 538	82	202 701	108	6 764 837	134
Sécurité publique											
Police	5	4 079 906	31		57	4 079 906	83		109	4 079 906	135
Sécurité incendie	6	2 094 049	32	208 185	58	2 302 234	84	198 723	110	2 103 511	136
Sécurité civile	7	43 427	33	5 565	59	48 992	85		111	48 992	137
Autres	8	150 695	34		60	150 695	86		112	150 695	138
	9	6 368 077	35	213 750	61	6 581 827	87	198 723	113	6 383 104	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	5 621 286	36	4 002 144	62	9 623 430	88	2 012 031	114	7 611 399	140
Enlèvement de la neige	11	2 280 327	37	17 606	63	2 297 933	89	19 148	115	2 278 785	141
Autres	12	626 947	38	944 675	64	1 571 622	90		116	1 571 622	142
Transport collectif	13	2 631 890	39	1 311	65	2 633 201	91		117	2 633 201	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	11 160 450	41	4 965 736	67	16 126 186	93	2 031 179	119	14 095 007	145
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	2 763 954	42	557 521	68	3 321 475	94	205 208	120	3 116 267	146
Réseau de distribution de l'eau potable	17	800 396	43	879 324	69	1 679 720	95	9 088	121	1 670 632	147
Traitement des eaux usées	18	1 099 875	44	563 854	70	1 663 729	96	49 622	122	1 614 107	148
Réseaux d'égout	19	605 440	45	2 137 528	71	2 742 968	97		123	2 742 968	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	2 466 673	46	5 522	72	2 472 195	98		124	2 472 195	150
Matières recyclables	21	1 013 949	47		73	1 013 949	99	7 773	125	1 006 176	151
Autres	22	113 882	48		74	113 882	100		126	113 882	152
Cours d'eau	23	93 384	49		75	93 384	101		127	93 384	153
Protection de l'environnement	24	566 639	50	18 077	76	584 716	102	750	128	583 966	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	9 524 192	52	4 161 826	78	13 686 018	104	272 441	130	13 413 577	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	369 919	172		187	369 919	202		217	369 919	232	
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159	264 507	174		189	264 507	204		219	264 507	234	
	160	634 426	175		190	634 426	205		220	634 426	235	
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	2 079 694	176	24 011	191	2 103 705	206	204 041	221	1 899 664	236	
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237	
Promotion et développement économique	163	390 516	178		193	390 516	208		223	390 516	238	
Autres	164		179		194		209		224		239	
	165	2 470 210	180	24 011	195	2 494 221	210	204 041	225	2 290 180	240	
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	7 938 613	181	920 244	196	8 858 857	211	3 139 608	226	5 719 249	241	1 104 214
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	1 440 012	182	64 625	197	1 504 637	212	25 447	227	1 479 190	242	27 474
Autres	168	1 003 421	183	16 523	198	1 019 944	213		228	1 019 944	243	
	169	10 382 046	184	1 001 392	199	11 383 438	214	3 165 055	229	8 218 383	244	1 131 688
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245	
	171	47 338 861	186	10 534 793	201	57 873 654	216	6 074 140	231	51 799 514	246	5 496 135

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013****Non audité**

		2013	2012
Rémunération	1	13 825	149 945
Charges sociales	2	4 262	40 625
Biens et services	3	25 522 527	39 242 910
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	25 540 614	39 433 480

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

		2013	2012
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	8 976 322	5 201 369
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	8 976 322	5 201 369
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	4 266 353	8 438 925
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(220 000)	(49 200)
Activités d'investissement	6	(215 114)	(13 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(8 162 628)	(4 601 772)
Réserves financières et fonds réservés	8	(1 000 000)	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	(5 331 389)	3 774 953
Solde à la fin de l'exercice	12	3 644 933	8 976 322
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	7 527 000	5 202 228
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	7 527 000	5 202 228
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(1 815 000)	(2 277 000)
Activités d'investissement	17	(1 208 176)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	8 162 628	4 601 772
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	5 139 452	2 324 772
Solde à la fin de l'exercice	22	12 666 452	7 527 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	5 598 781	5 304 594
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	5 598 781	5 304 594
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	842 182	1 009 463
Activités d'investissement	27	(2 701 809)	(781 512)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28	1 000 000	
Financement des investissements en cours	29	228 348	66 236
	30	(631 279)	294 187
Solde à la fin de l'exercice	31	4 967 502	5 598 781

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité

		2013	2012
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir			
Solde au début de l'exercice	32	(8 390)	(12 341)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	(888 281)	(811 155)
Solde redressé au début de l'exercice	34	(896 671)	(823 496)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	()	()
Autres	37	()	()
Régimes non capitalisés	38	()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement			
Autres	40	()	()
	41	()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement	42	(476 382)	(375 603)
	43	(476 382)	(375 603)
Diminution de l'exercice			
Affectations aux activités de fonctionnement	44	2 353	3 951
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	45	373 681	298 477
	46	376 034	302 428
Solde à la fin de l'exercice	47	(997 019)	(896 671)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	48	(18 480 364)	(17 824 687)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	49		
Solde redressé au début de l'exercice	50	(18 480 364)	(17 824 687)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	51	11 263 990	(589 441)
Affectations et virements			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	52		
Excédent de fonctionnement affecté	53		
Réserves financières et fonds réservés	54	(228 348)	(66 236)
	55	11 035 642	(655 677)
Solde à la fin de l'exercice	56	(7 444 722)	(18 480 364)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Solde au début de l'exercice	57	147 068 781	126 664 260
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	58	888 281	1 037 155
Solde redressé au début de l'exercice	59	147 957 062	127 701 415
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	60		
Excédent de fonctionnement affecté	61		
Variation résiduelle de l'exercice	62	(2 743 040)	20 255 647
Solde à la fin de l'exercice	63	145 214 022	147 957 062

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>2 500 000</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2005-06</u> 2	1 000 000
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 500 000</u>
Diminution	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 500 000</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité

	Solde au 1 ^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	428 837 9	10	11	310 999 12	108 894 13	14	630 942
	15	428 837 16	17	18	310 999 19	108 894 20	21	630 942

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

<i>Non audité</i>	2013		2012
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14 () () (
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23 () () (
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25 () () (
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 0 , □ 6 □ 1 □ 7 □ 7 \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ 0 , □ 6 □ 9 □ 4 □ 1 \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ 1 , □ 5 □ 6 □ 0 □ 8 \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ 1 , □ 6 □ 2 □ 2 □ 0 \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ 1 , □ 0 □ 2 □ 0 □ 0 \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ 0 , □ 6 □ 1 □ 7 □ 7 \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	|2|7|5| , |0|0|	\$
Égout	2	| | | | , | | |	\$
Eau et égout	3	| | | | , | | |	\$
Traitement des eaux usées	4	| | | | , | | |	\$
Matières résiduelles	5	| | | | , | | |	\$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 | | | , | | | | | %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description		Taux	Code ¹	Préciser
Améliorations locales	de	,0079	1	
Améliorations locales	à	,0347	1	
Améliorations locales	de	,0015	2	
Améliorations locales	à	1,7185	2	
Améliorations locales	de	,5635	3	
Améliorations locales	à	79,2588	3	
Améliorations locales	de	53,8447	4	
Améliorations locales	à	1 049,7708	4	
Améliorations locales	de	,0002	7	pied carré
Améliorations locales	à	,0912	7	pied carré
Améliorations locales	de	,1983	7	pied linéaire
Améliorations locales	à	21,4439	7	pied linéaire
Améliorations locales	de	10,6482	7	acre
Améliorations locales	à	10,6482	7	acre
Taxes d'eau	de	235,0000	4	
Taxes d'eau	à	8 778,0000	4	
Taxe d'eau/compteur (traitée et épurée)		,7460	5	
Taxe d'eau/compteur (traitée)		,4700	5	

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Est-ce que la municipalité applique les normes sur les instruments financiers applicables au secteur public?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2013	9	_____	\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2013 des engagements en vertu du règlement concerné	10	_____	\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13	_____	\$
b) autres formes d'aide	14	_____	\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2013 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	_____	109 516 \$
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20	_____	\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	_____	22 <input checked="" type="checkbox"/>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2013**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 2555, rue Dutrisac
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion, QC J7V 6E7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Marco Pilon, OMA, FCPA, FCGA

Téléphone (450) 455-3371
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 424-8542
(ind. rég.) (numéro)

Courriel marco.pilon@ville.vaudreuil-dorion.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Goudreau Poirier inc.

Titre Comptables professionnels agréés

Adresse 476, avenue Saint-Charles
(no) (rue)
Vaudreuil-Dorion J7V 2N6
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (450) 455-7202
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (450) 455-9780
(ind. rég.) (numéro)

Courriel jocelyne.poirier@goudreupoirier.com

Responsable du dossier Jocelyne Poirier, CPA auditrice, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2015

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2013

1

Facteur comparatif

2

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Marco Pilon, OMA, FCPA, FCGA , atteste que le rapport financier consolidé de Vaudreuil-Dorion pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2014-06-02 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil.

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Vaudreuil-Dorion consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Vaudreuil-Dorion détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton "Attester", je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 7 347 502 \$

Le taux global de taxation réel de 2013 à la page S34 ligne 6 est de ,9077 \$

Date et heure de la dernière modification : 2014-06-02 08:50:49

Date de transmission au Ministère : 2014/06/03